



19^{ème} session du Conseil des droits de l'homme
Dialogue interactif avec le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction
- Intervention du Luxembourg (Genève, le 6 mars 2012) -

Madame la Présidente,

Monsieur le Rapporteur spécial pour la liberté de religion ou de conviction,

Le Luxembourg tient tout d'abord à soutenir la déclaration prononcée par l'Union européenne. Ma délégation souhaite aussi remercier Monsieur Bielefeldt pour le travail important qu'il a réalisé et pour le rapport qu'il nous a présenté.

Le Luxembourg rappelle son attachement à la promotion et la protection de la liberté de religion ou de conviction partout dans le monde. A cette fin, ma délégation soutient pleinement ce Conseil dans son action visant à assumer toutes ses responsabilités et d'agir avec force contre toute intolérance, toute discrimination et toute violence dont sont victimes les minorités religieuses.

La liberté de religion ou de conviction jouit d'un statut de droit de l'homme universel, qui comprend par définition le droit de choisir sa propre religion, de la pratiquer et de se convertir à une autre religion, tout comme le droit de vivre sans religion.

Malheureusement, l'actualité récente nous rappelle brutalement que le fléau dramatique de l'intolérance religieuse est toujours une réalité. Le Luxembourg est vivement préoccupé par les actes de violence perpétrés contre les minorités religieuses dans de nombreuses régions du monde. Nous devons condamner sans appel tous les actes terroristes qui ont frappé ces derniers mois, dans plusieurs pays, des minorités religieuses, diverses communautés de croyances ou encore certaines personnes en raison de leur religion ou de leurs prises de position.

Il est impérieux d'apporter une réponse concrète aux préoccupations de ceux qui se sentent discriminés en raison de leur religion ou de leur conviction et de tout mettre en œuvre afin de promouvoir le respect d'autrui, le dialogue et – en reprenant les termes de M. Bielefeldt - la communication interreligieuse.

A cet égard, vous mentionnez dans votre rapport, Monsieur le Rapporteur spécial, le rôle crucial joué par les femmes dans l'action menée par l'Etat pour promouvoir la communication interreligieuse. Pourriez-vous nous indiquer si vous comptez traiter ce sujet en profondeur dans vos travaux futurs ?

Je vous remercie.